

Journal de 20 heures

Marin Gillier s'adressant à des villageois de la préfecture de Gikongoro : « Il ne faut plus qu'il y ait de massacres. C'est les personnes de la défense civile qui ont le droit d'avoir une arme »

Claire Chazal, Isabelle Marque

TF1, 8 juillet 1994

À quelques kilomètres à peine des lignes du Front patriotique rwandais, les militaires français lancent une opération "ratissage des armes".

[Claire Chazal :] [Edouard Balladur] sera lundi [11 juillet] à New York pour s'adresser au Conseil de sécurité à propos du Rwanda. La France veut demander à l'ONU d'assurer la relève de son opération Turquoise et aux organisations non gouvernementales d'intensifier leur action. Il faut dire que dans l'Ouest du pays, dans l'Ouest du Rwanda notamment, des centaines de milliers de réfugiés, hutu ou tutsi, sont dans une situation catastrophique. La Croix-Rouge a demandé elle aussi une aide internationale d'urgence. Isabelle Marque.

[Isabelle Marque :] À quelques kilomètres à peine des lignes du Front patriotique rwandais, les militaires français lancent une opération "ratissage des armes" [on voit un soldat français et un gendarme rwandais ouvrir la porte d'une cache d'armes ; le soldat français semble surpris et émet un sifflement ; une incrustation "Région de Gikongoro" s'affiche à l'écran]. Accompagnés de gendarmes rwandais, ils découvrent des caches bien garnies et fouillent les civils qui prétendent faire régner l'ordre [on voit des militaires français en

train de saisir les armes qu'ils viennent de découvrir]. Au milieu du marché, la récolte fait sensation [on voit un militaire français et un gendarme rwandais fouiller un civil et lui confisquer ses grenades]. Dans la zone humanitaire française, ne peuvent être armés que ceux qui sont habilités par la préfecture [on entend un Français crier : "Circulez!"]. Car la sécurité dans la zone, c'est le message principal que l'on veut faire passer.

[Marin Gillier, debout sur sa Jeep avec à ses côtés une autorité rwandaise, s'adresse à des villageois : "Il faut à tout prix que la sécurité règne. C'est pourquoi il ne faut plus qu'il y ait de massacres".]

Le but de la tournée ce matin du capitaine de frégate Gillier : faire comprendre que la paix civile est indispensable pour que les associations humanitaires viennent [on entend Marin Gillier dire : "C'est..., c'est les personnes de la défense civile qui ont le droit d'avoir une arme et un badge"; il désigne l'emplacement du badge en posant sa main droite sur son bras gauche], malgré leurs réticences sur l'opération Turquoise [on voit la foule applaudir Marin Gillier].

[Isabelle Marque, face caméra, au milieu d'un camp de réfugiés dans la région de Gikongoro : "Le problème c'est que dans la situation un petit peu particulière que connaît cette partie du Rwanda, les organisations non gouvernementales hésitent à venir. Alors que les réfugiés sont chaque jour plus nombreux, en l'absence d'une solution négociée dans ce pays".]

Pour le moment les Français se contentent de missions exploratoires. Depuis deux jours, Médecins sans frontières passe d'un camp à l'autre pour évaluer les besoins des réfugiés dans leurs campements de fortune.

[Dominique Martin, "Responsable des programmes M.S.F." : "Il y aurait environ 80 000, euh..., 88 000 personnes, euh, déplacées ici dans la région ou..., plus 38 000 résidents. Et il y a un seul dispensaire qui n'a... rien en fait. Donc, euh, ni personnel qualifié ni médicaments. Et..., et il est à trois, quatre kilomètres d'ici. Euh, en fait, tout le basique manque. Ça c'est..., ça c'est clair".]

Dans ces villages de branchage poussés comme des champignons au bord des routes, on ne comprend guère les lenteurs de l'aide internationale et on s'inquiète : les provisions emportées à la hâte dans la fuite se font chaque jour plus rares.

[Claire Chazal :] François Mitterrand est arrivé à Naples ce matin pour participer à une réunion annuelle des chefs d'État et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés, le G7. [...]